

Ploërmel. Finances publiques: les syndicats dénoncent une situation catastrophique



Vincent Chatton (CGT), Dimitri Vello (CFDT), Nicolas Lhuillery (Solidaires Finances publiques), Christophe Rissel (CGT) et Céline Tessier (CFDT)

C'est un véritable scénario catastrophe que décrivent Vincent Chatton (CGT), Dimitri Vello (CFDT), Nicolas Lhuillery (Solidaires Finances publiques), Christophe Rissel (CGT) et Céline Tessier (CFDT). Au sortir d'une réunion avec le personnel du service départemental des impôts fonciers désormais installé dans les locaux de l'ancien centre des impôts de Ploërmel ces représentants de l'intersyndicale des Finances Publiques ont tenu une conférence de presse afin d'alerter sur la dégradation de la situation de ce service. La situation est telle, selon eux, qu'ils évoquent un « service en train de couler ».

Le service des Finances Publiques du Morbihan a fait l'objet d'une restructuration complète -mise en place du nouveau réseau de proximité- à laquelle se sont opposés les syndicats qui s'est traduit par le regroupement des activités dans des pôles distincts et la fermeture des trésoreries locales, comme celle de Malestroit depuis le 1er janvier.

Désormais, le site de Ploërmel abrite la trésorerie hospitalière de l'Est du Morbihan et le service départemental des impôts fonciers. Or, comme beaucoup de secteurs de la fonction publique, les finances publiques manquent de personnel. Selon les syndicats, une trentaine de postes sont actuellement non pourvus, faute de candidats. A cela s'ajoute les conséquences directes de la réorganisation qui ont conduit des agents à exercer des fonctions nouvelles pour lesquelles ils sont mal formés, mais aussi l'entrée en vigueur d'une application GMBI (gérer mes biens immobiliers). Celle-ci impose aux propriétaires de saisir directement sur internet la liste des occupants de leurs logements. Une nouveauté qui perturbe les usagers.

Des risques de redressements et de saisies pour les usagers

La conjonction de tous ces éléments débouche sur le fait que la messagerie des Finances publiques du Morbihan est saturée de plus de 4000 mails qui ne sont pas traités depuis des mois. « Faut de moyens en effectifs, les collègues sont débordés et ne peuvent faire face à l'afflux de mails envoyés par les usagers », témoigne les syndicalistes. Cette situation peut avoir de lourdes conséquences pour les particuliers puisque par exemple leurs recours ne sont pas pris en compte ce qui peut les conduire à subir des redressements voire des saisies sur salaires et cela même si leur recours est justifié.

Les rentrées fiscales des communes également menacées

Les syndicats soulignent aussi le fait que ce blocage peut pénaliser les communes puisque les bases des taxes foncières sont susceptibles de ne pas être réévaluées au mois de mai ce qui amputerait leurs rentrées fiscales. Par ailleurs, l'intersyndicale s'inquiète de la dégradation des conditions de travail qui pèse sur l'état de santé des agents soucieux de rendre un service public de qualité. C'est ce qu'ils sont venus constater ce lundi après-midi quelques jours avant une réunion avec la direction départementale au cours de laquelle le sujet doit être abordé.